

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2015)
Heft: 4

Vorwort: Allons-nous vers la suppression de l'armée?
Autor: Juilland, Dominique / Buttet, Yannick

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Editorial

Allons-nous vers la suppression de l'armée ?

Div Dominique Juillard, lt col EMG Yannick Buttet

Président ARMS ; Conseiller national PDC/VS

Le scénario du pire esquissé dans l'éditorial du numéro thématique 2015 de la RMS consacré au projet de Développement de l'armée (DEVA) est devenu réalité en raison du vote du Conseil National lors de la session de juin des Chambres fédérales.

En faisant monter les enchères de manière inconsidérée, la droite traditionaliste a provoqué le refus de la gauche qui ne pouvait accepter des conditions politiquement aussi irréalistes sans se déjuger. Résultat des courses : l'addition des voix de ceux qui voulaient « plus d'armée » et de ceux qui voulaient « moins d'armée » a donné une majorité contre nature faisant capoter le projet DEVA (86 voix contre, 79 pour et 21 abstentions !

Tout n'est pas encore dit, puisque le dossier repart au Conseil des Etats qui l'avait accepté par 33 voix contre 3 et une abstention et que le Conseil National aura encore une fois l'occasion de s'exprimer. Tout espoir n'est donc pas perdu.

Le refus surprenant lors du vote sur le DEVA est l'illustration parfaite et malheureuse de positions jusqu'auboutistes dans un système consensuel comme nous le connaissons en Suisse. Notre système politique veut favoriser le compromis et les solutions medianes. Le tort du DEVA est peut-être d'être déjà en lui-même un projet consensuel et équilibré. Dès lors, les partis qui soignent les positions tranchées à l'extrême n'ont plus trouvé de virgule à corriger et s'en sont pris au cœur même de la thématique.

En clair, la gauche n'est pas l'amie de notre Armée, nous le savons. Il a été plus étonnant de voir la droite nationaliste s'attaquer à notre institution pour des raisons qui restent peu claires. Sur le moment, c'est l'inscription des 5 milliards de budget annuel dans la loi qui a été évoquée alors même que le crédit-cadre de 20 milliards pour 4 ans était acquis. Au lendemain de cette position équivoque, on a entendu des voies issues des mêmes rangs demander

Ralentir le DEVA ? C'est risquer de rendre l'armée obsolète et de renforcer les arguments de ceux qui veulent la supprimer. Occupons-nous de l'armée d'aujourd'hui. Le cdt du bat car 1 à Sion, le 20 juin dernier.

Photos © A+V

un budget de 5.4 milliards, montant qui rendrait le projet indéfendable devant le Peuple en cas de référendum (déjà promis par divers milieux).

Dès lors, difficile de comprendre quelle a été la réflexion de ceux qui, à longueur d'année, nous rappellent l'importance du patriotisme mais ont eu des difficultés à le mettre en vigueur...

Mais que se passerait-il si DEVA devait être définitivement rejeté ? C'est fort simple : l'armée actuelle telle qu'elle est définie par les textes de loi en vigueur resterait en place.

Or cette armée n'est pas viable, ni à moyen ni à long terme. Et cela essentiellement pour deux raisons :

- elle manquera de cadres,
- les moyens financiers que l'on peut raisonnablement espérer pour la défense nationale ne suffiront pas pour l'équiper en nombre suffisant d'armes et de matériel de qualité satisfaisante. Ce facteur est encore aggravé par le fait que depuis 10 ans l'armée est sous-financée, sous-financement engendrant des retards qu'il faut combler.

Par ailleurs, l'armée d'aujourd'hui est mal adaptée pour faire face à des évènements arrivant par surprise, à l'instar de catastrophes naturelles, ou à une période de menace terroriste durable, notamment par manque de réactivité du fait de l'absence d'un système de mobilisation rapide et gradué.

Il en résulterait un phénomène beaucoup plus grave encore : cette armée serait inadaptée pour protéger le pays et ses citoyens contre les menaces de violences hybrides qui pèsent sur eux, parce qu'en sous-effectifs, insuffisamment armée et équipée et partiellement obsolète dans ses structures.

Le potentiel démographique de la Suisse est tout simplement trop faible pour doter toutes les formations

de l'armée actuelle d'effectifs suffisants. Le plus grave n'est pas de trouver assez de soldats, mais l'incapacité d'avoir suffisamment de chefs en qualité et en nombre pour pouvoir les encadrer. Par ailleurs, il manque aujourd'hui déjà des spécialistes occupant des positions-clé, ce qui peut aller jusqu'à la paralysie de certains systèmes d'armes ou de certaines formations.

Trois chiffres suffisent pour illustrer ces lacunes: Il manque à ce jour 15% d'officiers d'état-major; tous les états-majors sont en sous-effectif, certains jusqu'à 35%! Pour équiper toutes les formations de l'armée actuelle, il faudrait 770 chars à roues *Piranha*. Or nous n'en possédons que 448.

Comme tout individu ou ménage en Suisse, la Confédération doit, avec le budget dont elle dispose, couvrir un certain nombre de besoins et cela de façon équilibrée. Toute personne raisonnable sait qu'il est stupide de s'acheter une habitation ou une voiture couteuse, si l'on doit pour cela renoncer à se nourrir et à s'habiller correctement.

Il en va de même pour le ménage de la Confédération. Il est politiquement inconcevable de privilégier à outrance la défense et l'armée au détriment de la sécurité sociale, des infrastructures ou de l'enseignement et de la recherche. Il faut un compromis satisfaisant à tous les besoins.

Si l'on voulait amener l'armée actuelle au niveau qu'elle devrait atteindre en termes d'acquisition d'armements et d'équipements et de nombre de jours de service, la Confédération ne pourrait financièrement pas se le payer.

Les effets les plus néfastes sautent aux yeux :

- il n'est plus possible de doter toutes les unités des armes et du matériel dont elles ont besoin (ce qui signifie qu'en cas d'engagement, on enverrait nos citoyens-soldats à l'épreuve du feu sans leur donner le meilleur armement et équipement possible pour remplir leur mission avec succès);
- il faudra réduire le nombre de jours de services pour faire des économies sur le budget de fonctionnement. On ne donnera donc plus à nos soldats la possibilité de s'instruire et de s'entraîner correctement pour avoir les meilleures chances de succès en cas de crises ou de conflits.

Comment sortir de l'ornière

Il semble établi que, dans sa constance et son bon sens, le Conseil des Etats ne changera pas d'avis. Dès lors, il reviendra au Conseil national de retrouver la raison et de soutenir cette réforme indispensable de notre Armée.

S'il est important voire indispensable que ceux qui, à droite, ont refusé le DEVA puissent sortir la tête haute, il est encore plus important que la sécurité de notre pays soit assurée à long terme. En clair, les états d'âme individuels et partisans doivent céder le pas sur la responsabilité politique des élus face à leurs concitoyennes et concitoyens.

Les Sociétés d'officiers et leurs membres ont également une responsabilité pour ramener ces parlementaires égarés à la raison et leur rappeler que la confiance des militaires se gagne et se mérite avec des actes. Il ne suffira plus de dire que l'on veut une armée forte, il faudra encore le prouver!

Nous conclurons en répétant qu'un échec du DEVA signifie à terme l'écroulement de notre armée, faute de cadres, de spécialistes et de moyens financiers, mais surtout par manque de crédibilité. Le Groupe pour une Suisse sans armée aurait atteint son objectif! Non pas par son combat, mais grâce à ceux qui se proclament les défenseurs de l'armée.

Une armée surdimensionnée en sous-effectif, que partiellement équipée et dont une partie des formations n'est que virtuelle (car non mobilisable à court terme) est à l'évidence moins performante qu'une armée compacte, rapidement mise en œuvre, dont toutes les unités sont intégralement dotées de leur matériel organique et à effectifs pleins.

Le DEVA est la bonne réponse pour pallier aux lacunes évoquées plus haut.

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous nos lecteurs afin qu'ils apportent partout où ils peuvent le faire, leur soutien à ce projet vital pour l'avenir de notre armée et donc de notre cher Pays.

